

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE
Tél : 03.86.60.71.46

Arrêté N° 58-2021-09-09-00001

**portant mise en demeure à la société ANTARGAZ,
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant, au titre des ICPE,
son installation de stockage et chargement pour la distribution de GPL,
implantée sur le territoire de la commune de GIMOUILLE**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 90-5076 du 26 décembre 1990 autorisant la société TOTALGAZ, Compagnie Française des Gaz Liquéfiés à exploiter diverses installations classées dans son établissement de GIMOUILLE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-P-4414 du 6 septembre 2006 actualisant les prescriptions concernant les risques technologiques applicables à la société TOTALGAZ pour l'exploitation de ses installations sises sur le territoire de la commune de GIMOUILLE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2017-06-28-001 du 28 juin 2017 autorisant la société ANTARGAZ FINAGAZ à se substituer à la société FINAGAZ et actualisant les prescriptions applicables aux installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de GIMOUILLE ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 29 juillet 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** les observations sur le projet d'arrêté précité transmis par courrier en date du 18 août 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 11.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2017 susvisé dispose :

« Les moyens de lutte incendie suivant complètent a minima ceux prévus à l'article 7.2.6 :

- *le réseau d'alimentation en eau est constitué de :*
 - *deux réserves incendie, alimentées par la pomperie de réapprovisionnement, d'un volume total minimum de 1 700 m³ garantissant les deux conditions suivantes :*
 - *une autonomie d'au moins 2 h pour le scénario le plus pénalisant décrit dans l'étude de dangers,*
 - *le débit d'application d'eau de refroidissement de la sphère (et de tout élément et tout équipement nécessaire au maintien de son intégrité) pendant au moins 4 h,*
 - *une réserve de 800 m³ permettant aux services de secours de s'y connecter en cas de besoin,*
 - *un local de pomperie incendie abritant deux motopompes, spécifiques au réseau incendie, assurant un débit minimal global de 800 m³/h,*
 - *une pomperie de réapprovisionnement du réseau située au bord du canal et constituée de deux motopompes, spécifiques au réseau incendie, assurant un débit minimal global de 110 m³/h,*
- *les moyens fixes de lutte contre l'incendie sont constitués de :*
 - *huit poteaux incendie, fournissant un débit unitaire minimal de 60 m³/h, répartis sur le site et alimentés depuis les réserves incendie susmentionnées,*
 - *un dispositif d'application d'eau de refroidissement de la sphère assurant un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 10 l/m²/min, dans un délai n'excédant pas 2 minutes à compter de la détection d'une anomalie entraînant le déclenchement du dispositif. Tout élément et tout équipement nécessaire au maintien de l'intégrité de la sphère bénéficie du même niveau de protection. Le dispositif d'arrosage est installé en permanence sur la sphère et doit rester opérationnel en cas de feu de cuvette,*
 - *un dispositif d'application d'eau de refroidissement des camions aux postes de transfert (chargement, déchargement) assurant un débit minimal uniforme de ruissellement d'eau de 6 l/m²/min, dans un délai n'excédant pas 2 minutes à compter de la détection d'une anomalie entraînant le déclenchement du dispositif,*
 - *de quatre dispositifs fixes à eau, fournissant un débit unitaire minimal de 100 m³/h, répartis sur le site et pré-orientés vers les installations sensibles à protéger.*

En outre, l'arrosage de la sphère et des postes de transfert (chargement, déchargement) peut être commandé à distance et le débit d'arrosage peut être modulé à partir d'un point où les opérateurs sont en sécurité » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 31 mai 2021, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas ces dispositions sur les points suivants :

- l'exploitant ne dispose que de 7 poteaux incendie au lieu de 8,
- l'exploitant ne dispose que de 3 lances fixes de 100 m³/h au lieu de 4,
- la réserve incendie de 800 m³ pour le SDIS n'est pas opérationnelle (non inventoriée dans le plan d'opération interne du site, non contrôlée périodiquement, ne disposant pas d'un repère de niveau permettant de s'assurer de la présence effective de 800 m³ d'eau, présentant des traces de corrosion en face interne, ayant un point d'aspiration fixe corrodé laissant supposé d'un mauvais état de cette aspiration) ;

CONSIDÉRANT que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société ANTARGAZ de respecter les prescriptions de l'article 11.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2017, susvisé ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} - Objet

La société ANTARGAZ, exploitant une installation de stockage et chargement pour la distribution de GPL, sise Chemin du Gros Bout sur la commune de GIMOUILLE, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 11.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2017, susvisé, en disposant sur site de 8 poteaux incendie et de 4 lances fixes de 100 m³/h et en apportant les justificatifs du bon état de fonctionnement de la réserve d'eau incendie de 800 m³ utilisée par les services de secours.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société ANTARGAZ.

Article 4 – Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

- Par la voie d'un recours administratif auprès de la Préfecture de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent,
- Par la voie du recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Téléréferrals citoyens » accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

Article 5 – Exécution et copies

- La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de GIMOUILLE,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 9 septembre 2021

Pour le Préfet,
et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Blandine GEORJON